

Berne, le 6 juillet 1976

Note à Monsieur le Conseiller fédéral Brugger

Arg.877.3 - Lo/de

Visite du Ministre de l'économie
argentin le 9 juillet 1976

Comme suite à mes notes des 15 et 23 juin je puis vous donner maintenant les précisions suivantes :

Programme : voir annexe 1.

Délégations : voir annexe 2.

But du voyage en Europe : Martinez de Hoz désire y rencontrer ses collègues, ainsi que les Présidents des Banques d'Etats et des Instituts de Crédits pour exposer la politique économique et le programme du nouveau gouvernement, de même que les questions relatives à la dette étrangère et l'appui financier dont l'Argentine a besoin.

Selon notre Ambassade à Washington, l'Argentine souhaite recevoir des facilités financières de 1,5 milliards de dollars, dont 500 millions des banques U.S., 500 des banques européennes et japonaises et 300 à 500 millions du FMI.

Visite aux USA : le Ministre a eu des contacts avec le Trésor, le Département d'Etat, l'Eximbank, le FMI et les banques. L'Ambassade à Washington câble à ce sujet : "sowohl im treasury und imf eindruck von m sehr positiv. sein wirtschaftsprogramm ebenfalls positiv aufgenommen, wenn auch schwierigkeiten bei dessen durchfuehrung nicht unbetraechtlich. regierungswechsel habe extreme politische unsicherheit beendet. ebenso zeige neue wirtschaftspolitik erste resultate, u.a. deutliche reduktion der inflation von bis zu 40 % auf etwa 6 % pro monat.

us-vertreter waren indessen nicht in der lage, m direkte kredite in aussicht zu stellen, da weder treasury noch fed ueber entsprechende kompetenzen verfuegen. argentinien gehoert auch nicht zur laenderkategorie, die us entwicklungshilfe erhalten.

argentinien hat stand-by kredit des imf beantragt, vermutlich 1. + 2. kredittranche, d.h. ca. 250 - 300 mio sdr ... erste mission imf war vor kurzem in argentinien zur pruefung der Lage. wird diese woche nochmals fuer einige tage hingehen. anschliessend erstellung eines berichts mit antrag betreffend kreditgesuch ...

eximbank prueft moeglichkeit neuer kreditlimiten zugunsten argent. national development bank. entscheid aber erst nach vorlage des



- 2 -

imf berichts. ein erster kredit von 25 mio dollars im rahmen der "cooperative financing facility" ist allerdings bereits bewilligt worden.

ueber kontakte m mit us banken sind keine einzelheiten bekannt. in der presse wird ein bankier zitiert: "it will not be easy to put together the 500 million dollars, but we will come close to that". im treasury wird angenommen, dass banken mit definitiven zusagen bis zum entscheid des imf zuwarten."

Attitude envisagée des grandes banques suisses : elle sera positive mais dépendante de trois éléments :

- acceptation du programme économique argentin par le FMI
- action d'ensemble avec les banques des autres pays
- progrès sensible de la liquidation de l'affaire CIAE.

CIAE : il serait bien de soutenir brièvement cette cause lors de l'entrevue chez vous. Voir exposé ci-joint. (annexe 3)

A noter spécialement que le Chef de la délégation argentine, le Ministre Martinez de Hoz, a été membre du Conseil d'administration de la CIAE. Il a quitté cette fonction dès sa nomination au poste de ministre et s'est récusé depuis lors pour tout ce qui concerne le traitement de cette affaire.

Martinez de Hoz paraît avoir été hautement impressionné par la démarche que M. Ortiz Mena, Président de la Banque interaméricaine de développement vient de faire auprès de lui en faveur de la CIAE lors de son passage aux USA. Cette démarche est le fruit de la récente action de l'Ambassadeur Jacobi dans le cadre des travaux relatifs à l'adhésion de la Suisse au BID.

Swissair : vous pourriez également soutenir cette affaire par une brève allusion. Voir annexe 4.

Autres affaires :

- Discrimination des assurances étrangères en Argentine (annexe 5)
- Conditions argentines relatives au crédit de fournisseur, revision du décret 524 ? (annexe 6)

Ces affaires pourront être discutées lors de l'échange de vues chez le soussigné.

- Restrictions d'importation. L'interdiction frappant certains produits (notamment horlogerie) vient d'être levée; mais l'importation reste freinée par un cours de change élevé, variable selon l'essentialité du produit. Vous pourriez exprimer la satisfaction de l'industrie et son espoir qu'avec l'amélioration de la situation économique les exportations suisses, y compris les biens de consommation tels que les montres pourront améliorer de nouveau leur position.

Autres sujets éventuels de discussion :

- Traitement des investissements étrangers en Argentine. Dans quelle direction va la revision annoncée de la loi y relative ?

+ droits élevés
ci (120%) révisés
qualité (90%)

- 3 -

- Traitement des sociétés multinationales.
- Précisions sur le nouveau régime d'importation ; non-discrimination, l'Argentine étant membre du GATT ; priorités, etc.
- Disposition suisse de principe d'accorder une rallonge bancaire de 25 millions de francs, avec garantie de la Confédération, au crédit de fournisseur accordé en 1967/1968 au Banco Nacional de desarrollo pour l'achat de biens d'équipement.
- Relations de l'Argentine avec la CE ? Va-t-on vers la conclusion d'arrangements ? Lesquels ?
- Comment l'Argentine voit-elle l'intégration économique dans l'Association latino-américaine de libre commerce ? Comment voit-elle ses relations à venir avec le Pacte andin ?

Questions que la Délégation argentine pourrait soulever :

- Chute de l'exportation de viande en Suisse (due à l'augmentation du niveau de notre auto-alimentation).
- Désir de voir augmenter les possibilités d'écoulement de vins argentins en Suisse. /L'Argentine dispose d'un contingent annuel de 5000 hl et figure parmi les 5 pays d'outre-mer pour lesquels un contingent collectif de 10000 hl (1975 : 14000 hl) a été ouvert à la fin de juin dernier/.

Un aperçu sur les relations Suisse-Argentine et la situation actuelle en Argentine est joint à ces lignes (annexe 7).

Le texte d'une brève allocution que vous pourriez adresser à vos hôtes lors du déjeuner est en préparation et vous sera remis à temps.

Presse : Un texte de communiqué est joint (annexe 8).

La TV et des photographes se trouveront à votre porte juste avant la visite de courtoisie à 12.00 h. selon votre discussion avec M. Keller. Il se peut que le Ministre Martinez de Hoz donne une conférence de presse le matin vers 09.30 au Bellevue Palace, mais ce n'est pas encore certain.

F. Rothemann

P.S. Il semble que M. Martinez de Hoz fera son exposé en anglais et mènera la discussion en français.

Copie avec annexes et pour information interne à :

- Ambassade de Suisse, Buenos Aires
- M. Lademann, Directeur de la BNS, Zurich, comme suite à nos conversations téléphoniques
- M. Iselin, Ambassadeur, Direction politique II DPF
- M. Gottret, Ambassadeur, Chef du Protocole DPF
- MM. Zwahlen/Kündig, Service économique et financier DPF
- M. J.-C. Richard, DPF

- Directeur Jolles
- Ambassadeur Rothenbühler
- Lo, Cre, Ae, Mr.

Annexe 1

PROGRAMME POUR LA DELEGATION ARGENTINE LES 8 et 9 JUILLET

7.7.	16.50	Arrivée à Kloten
8.7.	09.00	Visite au Président de la BNS, M. Leutwiler
	10.00 - 12.30	Réunion avec les représentants des grandes banques
	12.30	Déjeuner à l'hôtel Dolder offert par les banques
	Après-midi	Visites individuelles à la SBS et à l'UBS
	17.30	Conférence à la Chambre de Commerce argentine, puis cocktail
	Dans la soirée	Départ pour Berne par train
9.7.	11.00	Echange de vues chez l'Ambassadeur Rothenbühler
	12.00	Visite de courtoisie au CF Brugger
	12.30	Déjeuner offert par M. Brugger à la maison de Watteville
	Ensuite	Retour à Zurich

Annexe 2

Visite du Ministre Argentin de l'Economie
José Alfredo Martinez de Hoz

Participants au déjeuner du 9 juillet à la maison de Watteville

Du côté argentin : MM. Martinez de Hoz, Ministre de l'économie

- Adolfo Cesar Diz, Président du Banco Central
- Ambassadeur Luis Maria de Pablo Pardo
- Ambassadeur Dagnino Pastore, ancien Ministre de l'économie et nouveau représentant du Banco Central pour l'Europe avec siège à Genève
- Dr. Francisco Soldati jun., Membre du Conseil d'administration du Banco Central et Conseiller du Ministre de l'économie

Du côté suisse : MM. CF E. Brugger

- Ambassadeur F. Rothenbühler
- Ambassadeur J. Iselin
- Ambassadeur P. Gottret
- E.H. Léchet, Chef de Division
- J.-C. Richard, Collaborateur diplomatique
- J.-J. Maeder, Economiste

A i d e - m é m o i r e

1. La Compañía Italo-Argentina de Electricidad S.A. (CIAE), fondée en 1911, est aujourd'hui encore l'investissement suisse le plus important en Amérique latine. Sa contribution à l'approvisionnement en énergie électrique de Buenos Aires est considérable. Plus de 90 pourcent du capital actions sont en mains suisses et largement répartis. Les actions sont cotées dans les bourses suisses. De ce fait, le sort de la CIAE est observé de près par un grand nombre d'intéressés et influence le climat d'investissement ainsi que les relations financières et économiques.

Le contrat de concession conclu le 12 mai 1961 entre le Gouvernement argentin et la CIAE assure à cette dernière des tarifs d'électricité appropriés. En outre, il contient des clauses concernant l'augmentation de la capacité de production et le procédé dans l'éventualité d'un transfert de la société à l'Etat Argentin. Par l'octroi de crédits, garantis en partie par la Confédération suisse, des milieux économiques suisses ont aidé l'entreprise à donner suite aux besoins d'augmentation de la capacité de production.

Cependant, comme antérieurement déjà, des difficultés ont surgi du fait que depuis 1971, la Compagnie n'a plus reçu l'autorisation d'adapter les tarifs dans la mesure nécessaire pour compenser l'augmentation des coûts tel qu'il ressort des clauses y relatives du contrat de concession. Par conséquent, la situation financière de la CIAE est devenue très précaire, et la Compagnie a perdu l'accès aux marchés de crédits internationaux qui ont été d'une importance fondamentale pour son développement pendant ces dernières années.

2. Depuis la déclaration de l'intention d'argentinisation de la CIAE en octobre 1974, cette société, de son côté, s'est déclarée disposée à négocier sa reprise par l'Etat argentin moyennant indemnisation des actionnaires. Les représentants

des actionnaires et des banques suisses ont mené des négociations dans ce sens à Buenos Aires en décembre et janvier derniers, avec des représentants des Autorités argentines sous la conduite du Ministère de l'économie et des finances.

3. Bien que les représentants des actionnaires, désireux de contribuer à une solution adéquate et équitable, aient été disposés à offrir des concessions considérables quant au prix d'achat et aux modalités de paiement, ces négociations n'ont pas abouti à une entente. Tout au contraire, la politique des Autorités d'alors a mis brusquement fin à ces négociations. Il suffit de mentionner ici la suspension du contrat de concession sur la base d'une expertise d'un fonctionnaire du gouvernement qui mettait en doute la légalité du contrat ainsi que la mise en tutelle de la Compagnie par la désignation d'un Interventor".
4. Ces faits ont engendré de l'inquiétude et de graves préoccupations parmi les nombreux actionnaires ainsi qu'après des banques et des autres milieux de l'économie suisse. Le Gouvernement suisse avait déjà jugé opportun de faire attirer l'attention des représentants argentins aux dernières réunions des gouverneurs du Fonds monétaire international ainsi que la Banque interaméricaine de développement sur l'importance de cette affaire et la nécessité de lui trouver une solution satisfaisante. Cette démarche a été réitérée auprès d'une délégation argentine venue à Zurich en décembre dernier pour des discussions avec les grandes banques suisses. On reconnut des deux côtés l'urgence d'une telle solution, eu égard aux circonstances actuelles.
5. Le Gouvernement suisse souhaite que le Gouvernement argentin prenne les décisions et les dispositions appropriées permettant d'entamer des négociations concrètes afin d'aboutir maintenant à une solution définitive, adéquate et équitable. Il s'agit d'éliminer le climat d'insécurité actuel, dans l'intérêt réciproque.

Annexe 4Relations aériennes avec l'Argentine1 - Bases légales

- Accord du 25 janvier 1956 relatif aux transports aériens réguliers entre la Suisse et la République Argentine.
- Modification de l'Annexe (tableau de route) des 12 mai 1965 et 17 avril 1970.

2 - Liaisons aériennes entre la Suisse et l'Argentine pendant l'été 1976 (1.4. - 31.10.1976)21 Swissair

2 vols hebdomadaires avec DC-8 sur la route Zurich - Genève - Dakar - Rio de Janeiro - Sao Paulo - Buenos Aires v.v. (1975, 65 % de taux d'occupation).

22 Aerolíneas Argentinas

2 vols hebdomadaires avec Boeing 707 (même capacité que le DC-8), l'un sur la route Buenos Aires - Madrid - Rome - Zurich - Francfort v.v., l'autre sur la route Buenos Aires - Madrid - Zurich v.v.

3 - Situation actuelle

- D'octobre 1970 à juillet 1973 les efforts conjugués de Swissair et de l'Ambassade de Suisse tendant à l'obtention d'un 3e vol DC-8 hebdomadaire sont restés vains.
- Depuis le 1er août 1973 les requêtes suisses ont porté sur le changement de type d'aéronef, afin de garantir à Swissair le droit d'exploiter ses services vers l'Argentine au moyen des DC-10 nouvellement acquis. Là encore la réticence des autorités argentines s'est fait sentir puisqu'elles ont décliné les négociations sollicitées à plusieurs reprises par l'Ambassade de Suisse à Buenos Aires.
- Les contacts personnels entre représentants des compagnies aériennes ont laissé entrevoir que la conclusion d'un accord de pool permettrait à Swissair de s'assurer le soutien d'Aerolíneas Argentinas auprès des autorités aéronautiques argentines. Un tel accord a été signé le 18 mars 1976. Il contient déjà les dispositions relatives à l'introduction du premier DC-10 à partir du 1.11.1976 et du second à partir du 1.11.1977.
- Les autorités argentines n'ont pas encore acquiescé à la demande formelle de Swissair d'exploiter 1 vol hebdomadaire DC-10 dès le 1er novembre prochain.

4 - Visite du Ministre argentin de l'économie

Lors des entretiens entre M. Brugger et son homologue argentin nous vous saurions gré de bien vouloir rappeler que nous avons

*Aerolíneas Arg.
est CK!
Ambassade l'Argent.
de Buenos Aires*

pris connaissance avec satisfaction de l'arrangement commercial conclu par Swissair et Aerolinas Argentinas; nous nous attendons dès lors que les autorités aéronautiques argentines délivrent sans tarder l'autorisation nécessaire à l'introduction du DC-10 par notre compagnie nationale.

Annexe 5A i d e - M é m o i r eArgentinien:
Diskriminierung schweizerischer
Versicherungsgesellschaften

Die schweizerischen Versicherungsgesellschaften in Argentinien sind Mitglieder der Vereinigung ausländischer Versicherer in Argentinien. Diese Vereinigung, der ausserdem auch Gesellschaften aus Grossbritannien, den Vereinigten Staaten, Frankreich, Italien, Japan und Neuseeland angehören, hat noch einen Marktanteil von rund 3 % am argentinischen Versicherungsmarkt. Infolge der restriktiven Gesetzgebung haben in den Nachkriegsjahren bereits die "Eidgenössische" und die "Helvetia Feuer" in diesem Land ihre Tätigkeit eingestellt. Uebrig geblieben sind noch die "Basler" und die "Zürich".

Unter der gegenwärtigen Gesetzgebung werden lediglich Gesellschaften mit weniger als 20 % ausländischer Beteiligung als nationale Gesellschaften betrachtet. Im Versicherungsbereich dürfen keine neuen ausländischen Investitionen mehr gemacht werden. Die ausländischen Versicherungsgesellschaften sind gegenüber den nationalen Gesellschaften einer Reihe von Diskriminierungen unterworfen, die namentlich im Gesetz 12'988 und im Dekret 10'073 enthalten sind.

Im einzelnen handelt es sich um folgende Schwierigkeiten :

1. Den ausländischen Gesellschaften ist es verboten, natürliche oder juristische Personen zu versichern, die irgendwelche Konzessionen oder Bewilligungen von der argentinischen Regierung erhalten haben. So ist es ihnen beispielsweise nicht möglich, mit der Italo-Argentina Geschäfte abzuschliessen.

- 2 -

2. Es ist den ausländischen Versicherungsgesellschaften untersagt, internationale Transportrisiken von in Argentinien niedergelassenen Personen zu versichern.
3. Die ausländischen Versicherungsgesellschaften müssen 30 % aller ihrer Risiken bei der staatlichen Rückversicherungsmonopolgesellschaft INDeR rückversichern. Im Gegensatz zu den nationalen Gesellschaften können sie dabei die Verwaltungsauslagen nicht abziehen.

Die Vereinigung ausländischer Versicherungsgesellschaften in Argentinien betrachtet diese Schwierigkeiten als gegen sie gerichtete Diskriminierungen und verlangt eine Gleichstellung mit den argentinischen Versicherern.

M e m o r a n d u m

Discriminación de asegurados y reasegurados extranjeros en la
República Argentina

1. Reaseguro

Las Sucursales y Agencias de las compañías extranjeras legalmente establecidas en el país deben ceder al INDeR " a comisiones originales de adquisición" el 30% de todos los riesgos que contraten en los ramos en que el Instituto opera. En consecuencia, todos los gastos de administración de dichas compañías inciden sobre el 70% restante de la prima, dado que el Instituto, al reconocer solamente los "gastos de adquisición" (comisión de los corredores de seguros) no reembolsa porcentaje alguno para compensar los demás gastos generales, contrariamente a lo que es práctica universal en materia de reaseguros. En cambio, el INDeR reconoce a las compañías argentinas una comisión de reaseguro muy superior, la cual permite a éstas no solamente cubrir la porción de comisiones de adquisición sino también los gastos de administración.

Hasta 1973, el INDeR solamente ejercía el monopolio de reaseguro en algunas, si bien en las principales, ramas del seguro. En el año mencionado, el monopolio se amplió a todos los ramos de seguros (con excepción de caución) y además, sorpresivamente, con fecha 1.2.73 el INDeR dicta la Resolución N° 4556 firmada por su Presidente, Dr. Raúl M. Crespo Montes, mediante la cual se obliga a las compañías extranjeras de ceder, además de la primera cuota obligatoria del 30%, otra cuota adicional de 30% de todos los riesgos cuya cobertura éstas contraten en el país, a comisiones análogas a las de las compañías argentinas. En los considerandos de dicha resolución se indica como fundamento de la misma -- re-

conociendo de hecho la intención hostil hacia el sector extranjero - que en el primer trimestre del año 1972 (!) - la participación de las sucursales y agencias de compañías extranjeras aumentó del 2.59% a 3.44%, aunque admite que esta expansión que califica de "significativa" puede explicarse al menos en parte por factores coyunturales.

Muchas de las compañías extranjeras interpusieron en marzo de 1973 recurso jerárquico y de legitimidad contra la Resolución N^o 4556 que fue desestimado por el Ministro de Economía D. José B. Gelbard.

2. Desventaja en el campo de actividades
(artículo 3 de la Ley 12988 TO 1953)

Los entes administrativos, las instituciones públicas así como las personas físicas y jurídicas que gocen en alguna forma de privilegios estatales (como concesiones, subvenciones u otros tratamientos de preferencia de cualquier naturaleza) no pueden asegurarse en compañías extranjeras autorizadas para operar en la República Argentina. A menudo se trata además de riesgos de empresas en las cuales hay inversión de capitales extranjeros (P.E. Compañía Italo Argentina de Electricidad).

3. Discriminación en el ramo de Transportes
(artículo 4 de la Ley 12988 TO 1953)

El seguro de Transportes para toda mercadería importada o exportada no puede ser contratado con compañías extranjeras legalmente establecidas en la República Argentina cuando el riesgo de transporte corre por cuenta de una persona física o jurídica residente en la República Argentina. Esta prohibición fué, sin embargo, abolida en el caso de los Estados Unidos de Norté América, ya que ahora las importaciones procedentes de dicho país pueden ser también aseguradas en compañías autorizadas en los Estados Unidos para operar en el ramo del seguro de transportes. Esta concesión fué otorgada dentro del cuadro del programa de ayuda norteamericano.

(Berne, le 9 juillet 1976)

Annexe 6

Auszug der neuen Importbestimmungen der Argentinischen Zentralbank
gemäss Rundschreiben Nr. 524 vom 15.4.1975

Das IMPORT- UND FINANZREGIME wurde neu geordnet und ist entsprechend der aufgestockten Beträge bezüglich Neuanschaffungen zu importierender Kapitalgüter, welche ein- und dieselbe Importfirma bzw. Endabnehmer innerhalb eines Jahres beansprucht, gemäss nachstehender Staffelung zu berücksichtigen, und gilt ab Datum der ersten Importbewilligung nach Erlass des Rundschreibens Nr. 524. *plus valable : de novembre le 328 plus simple*

B e t r a g		T i l g u n g		Erste Rate nach
über uss.	bis uss.			Verschiffungsda- tum zahlbar in :
a) -----	10.000,--	nicht vor 6 Monaten ab Verschiffungsdatum		--
b) 10.000,--	30.000,--	2 1/2 Jahre		6 Monate
c) 30.000,--	50.000,--	3 Jahre		12 Monate
d) 50.000,--	100.000,--	4 Jahre		12 Monate
e) 100.000,--	200.000,--	5 Jahre		12 Monate
f) 200.000,--	300.000,--	5 1/2 Jahre		24 Monate
g) 300.000,--	500.000,--	6 Jahre		24 Monate
h) 500.000,--	-----	Befragung der Zentralbank erforderlich		

Die in der Tabelle angegebenen Beträge beziehen sich auf fob-Werte, wobei Zahlungen von fob-Beträgen über uss. 10.000,-- in folgender Form gestattet sind:

5 % der Gesamtsumme bei Auftragserteilung.

10 % der Gesamtsumme bei Uebergabe der Verschiffungspapiere, zuzüglich Konsulatsgebühren in Höhe von 1,5 % und Rückversicherungskosten, soweit solche in Frage kommen.

Es versteht sich, dass bei Uebergabe der Verschiffungspapiere volle 15% gezahlt werden können, sofern die Anzahlung von 5 % nicht geleistet wurde.

Die Zahlung der restlichen 85 % erfolgt in Halbjahresraten gleicher Beträge nach Zahlung der ersten Rate, welche sich auf 6, 12 bzw. 24 Monate erstreckt.

Wenn die Beschaffung mit einem erteilten Kredit seitens einer internationalen Finanzgruppe vorliegt, hat der Käufer auf einem hierfür speziell vorliegenden Formular die erhaltenen Zahlungsbedingungen anzugeben.

Sollten solche Kredite nicht dem Gesamt-fob-Wert der Anschaffung entsprechen, ist der verbleibende Restbetrag den Finanzbedingungen gemäss vorerwählter Staffelung anzupassen.



Banco Central de la República Argentina

CIRCULAR R.C. 524

Buenos Aires, 15 de abril de 1975.

A LAS ENTIDADES AUTORIZADAS PARA OPERAR EN CAMBIOS Y CORREDORES DE CAMBIO:

Ref.: Régimen financiero de pagos para las importaciones de bienes de capital.

Tenemos el agrado de dirigirnos a Uds. y por su intermedio al comercio importador, sector público y demás sectores interesados, para llevar a su conocimiento las disposiciones que, a partir de la fecha, rigen para el pago de importaciones de bienes de capital.

1. Régimen financiero de carácter general.

A. Los pagos al exterior deberán ser efectuados, como mínimo, de acuerdo con las estipulaciones que se establecen a continuación:

	Montos acumulados		Cancelación	Pago de la lra. cuota
	Mayor de dólares	Hasta dólares		
a)	-	10.000	no antes de los 6 meses de la fecha de embarque.	-
b)	10.000	30.000	2½ años	6 meses de la fecha de embarque.
c)	30.000	50.000	3 años	12 meses de la fecha de embarque.
d)	50.000	100.000	4 años	12 meses de la fecha de embarque.
e)	100.000	200.000	5 años	12 meses de la fecha de embarque.
f)	200.000	300.000	5½ años	24 meses de la fecha de embarque.
g)	300.000	500.000	6 años	24 meses de la fecha de embarque.
h)	500.000	-	Se consultará al Banco Central.	



CIRCULAR R.C. 328

BANCO CENTRAL DE LA REPUBLICA ARGENTINA

Buenos Aires, 15 de junio de 1967.

A LAS INSTITUCIONES Y CORREDORES AUTORIZADOS PARA OPERAR EN CAMBIOS.

Ref.: Régimen financiero de pagos para las importaciones de bienes de capital.

Tenemos el agrado de dirigirnos a Vds., y por su intermedio a la industria y demás sectores interesados, con referencia a la Circular R.C. N° 196 del 20.11.64 y sus complementarias, relacionadas con el régimen financiero aplicable al pago de las importaciones de bienes de capital.

A fin de facilitar el reequipamiento de las actividades productivas del país, las importaciones de bienes de capital a realizarse por firmas privadas y por el sector público se ajustarán en lo sucesivo a las condiciones siguientes:

Régimen financiero.

1. Las importaciones que no excedan de u\$s. 10.000 podrán abonarse en las condiciones que libremente obtengan de sus proveedores.
2. Por aquellas importaciones que excedan de u\$s. 10.000 se admitirá como máximo un pago inicial equivalente al 5% de la compra, en el momento de su formalización y no más del 10% del total contra entrega de los documentos de embarque. El pago del saldo deberá efectuarse en cuotas periódicas iguales con sujeción a los siguientes plazos mínimos, a contarse de la fecha de cada embarque:

	Monto de la importación	Cancelación del saldo	Pago de la cuota
a) mayor de u\$s.	10.000, hasta u\$s. 30.000	2 años	6 meses
b) " " "	30.000, " " 50.000	3 " "	6 " "
c) " " "	50.000, " " 100.000	3½ " "	6 " "
d) " " "	100.000, " " 200.000	4 " "	6 " "
e) " " "	200.000, " " 500.000	4½ " "	12 " "
f) " " "	500.000, " " 1.000.000	5 " "	12 " "
g) " " "	1.000.000,	Se consultará al Banco Central.	

Los importes indicados se refieren a valores FOB y serán aplicables por su respectivos equivalentes en otras divisas.

Asimismo se admitirá que, contra documentación de embarque, sean abonados los fletes, gastos consulares y eventualmente, el seguro de transporte.

3. Las importaciones a realizarse en términos diferentes a los de esta Circular y las que superen la suma de u\$s. 1.000.000 deberán ser consultadas a este banco antes de su concertación, mediante el empleo de la fórmula N° 1879.

Trámite de las operaciones

4. Los interesados en efectuar importaciones de bienes de capital, deberán solicitar y obtener de las instituciones autorizadas la apertura de las correspondientes cartas de crédito, para lo cual deberán presentar la fórmula N° 1880, debidamente integrada, en cuadruplicado.

Verificado por la institución autorizada interviniente que la operación se halla encuadrada en los términos de esta circular, procederá a conformar la fórmula N° 1880 en todos sus ejemplares.

Cumplido ese requisito, la misma institución podrá cursar las respectivas cartas de crédito y realizar los demás trámites en que le corresponda intervenir. El plazo para la utilización de las cartas de crédito no podrá exceder de un año desde la fecha de su apertura. Dentro de los tres días de emitidas las cartas de crédito, las instituciones autorizadas remitirán al Banco Central, al solo fin informativo, un ejemplar de la fórmula N° 1880.

5. Para iniciar el despacho a plaza de los bienes de capital el importador deberá presentar ante la aduana un ejemplar de la fórmula N° 1880 conformada por la institución autorizada, juntamente con la fórmula N° 1881 en cuadruplicado.

La aduana dejará constancia de los despachos realizados en las fórmulas N° 1880

Hinweise auf die schweizerisch-argentinischen
Wirtschaftsbeziehungen

1. Vertragliche Grundlagen

- Handels- und Zahlungsabkommen vom 25. November 1957 enthaltend die Meistbegünstigungsklausel.
- Argentinien ist seit 1967 Mitglied des GATT, wo es bisher in der "Tokio-Runde" aktiv die verschiedenen Begehren der Entwicklungsländer vertrat. Unsere Beziehungen sind auch mit der argentinischen Delegation normal und freundschaftlich.

2. Warenverkehr (in Millionen Franken)

<u>Jahr</u>	<u>schweiz. Einfuhr</u>	<u>schweiz. Ausfuhr</u>
1970	119	209
1973	175	140
1974	126	266
1975	71	213
1975 5 Monate	34	104
1976 5 Monate	39	71

Argentinien nimmt traditionell eine Spitzenposition unter den lateinamerikanischen Handelspartnern ein.

<u>Wichtigste Importwaren:</u>	<u>in Mio Fr.</u>		
	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
<u>Fleisch- und produkte</u>	104	63	32
<u>Getreide</u>	21	27	17

- Die Entwicklung beim Fleisch (für Gefrierfleisch ist Argentinien traditionell unser wichtigster Lieferant) ist eine Folge des erhöhten Selbstversorgungsgrades unseres Landes. Beim Getreide (Weizen, Hafer, Mais) ist die Lieferfähigkeit Argentinien unterschiedlich.

Hinweise auf die schweizerisch-argentinischen
Wirtschaftsverbindungen

1. Vertragsliche Grundlagen

- Handels- und Konsularabkommen vom 22. November 1957 enthaltend die Meistbegünstigungsklausel.

- Argentinien ist seit 1957 Mitglied des GATT, was es bisher in der "Tokio-Runde" aktiv die verschiedenen Beschlüsse der Entwicklungsländer vertreten. Unsere Beziehungen sind auch mit der argentinischen Delegation normal und freundschaftlich.

2. Wareneinfuhr (in Millionen Franken)

Jahr	schweiz. Einfuhr	schweiz. Ausfuhr
1970	119	209
1971	177	180
1972	230	266
1973	71	217
1974 2 Monate	74	104
1974 5 Monate	70	71

Argentinien nimmt traditionell eine Spitzenposition unter den lateinamerikanischen Hochleistungsländern ein.

Wichtigste Importwaren

1973	1974	1975
32	67	107
17	27	51

Erzeugnisse und Produkte
Getreide

- Die Entwicklung beim Fleisch (für Geflügelfleisch ist Argentinien traditionell unser wichtigster Lieferant) ist eine Folge der wachsenden Fleischverzehrung unseres Landes. Beim Getreide (Weizen, Mais) ist die Lieferfähigkeit Argentinien unersetzlich.

- 2 -

- Eine gewisse Rolle spielt auch der Wein - Argentinien gehört zu den grössten Produzenten der Welt - wofür ein autonomes bilaterales Kontingent von 5'000 hl besteht und zu Lasten einer, für 1976 auf 10'000 hl festgesetzte Globalquote für Ueberseeländer auch argentinischer Wein eingeführt werden kann. Argentinien begehrt periodisch wesentliche Kontingentserhöhungen.
- Argentinien steht im Genuss der Zollpräferenzen für Entwicklungsländer.

<u>Zusammensetzung des Exportes</u>	<u>in Mio Fr.</u>		
	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>
Maschinen, Apparate, Metallwaren	54	93	82
chemisch-pharmazeutische Produkte	52	107	99
Uhren	31	60	26
Textilien	0,6	1	1,5

Die unterschiedlichen Resultate sind einerseits ein Abbild der argentinischen Wirtschafts- bzw. Importpolitik und andererseits sind sie, bei den Maschinen, auf den Bedarf im Sektor Kraftwerke zurückzuführen.

<u>Exportrisikogarantie</u>	<u>Stand</u>		
	<u>Ende 1974</u>	<u>Ende 1975</u>	<u>Mitte Juni 1976</u>
Fakturabetrag	249	362	387
Garantiesumme	183	279	294
Grundsätzliche Zusagen	121	198	182

Zur Zeit wird angesichts der schwierigen Wirtschaftslage Argentiniens noch ein reduzierter **Garantiesatz** (80 %) angewendet.

- 3 -

Von einem ERG-gedeckten Rahmenkredit der Banken zur Finanzierung von Käufen schweizerischer Investitionsgüter von 45 Mio Franken, der 1968 dem Banco Nacional de Desarrollo Economico zugesagt wurde, stehen immer noch etwa 7 Mio Franken zur Benutzung offen.

Im Mai wurde die ERG für einen weiteren Rahmenkredit von 10 Mio Franken für das Kraftwerkprojekt "El Chocon" gewährt (Rückzahlung in 20 Semesterraten ab Betriebsbereitschaft).

3. Im Finanzsektor äussern sich die engen Beziehungen in der Gewährung umfangreicher Kredite durch Banken, worüber wir allerdings nicht informiert sind, und in der Uebernahme von Anleihen (1969 Compania Italo Argentina [CIAE] 35 Mio Fr.; 1970 Staat 50 Mio Franken).

4. Schweizerische Investitionen

Die schweizerischen Investitionen in Argentinien werden auf etwa 600 - 800 Mio Franken geschätzt, wobei allein etwa 400 Mio auf die Compania Italo Argentina entfallen.

5. Die Schweizerkolonie in Argentinien umfasst etwa ^{12'000}~~8'000~~ Leute, wovon etwa ^{zwei Drittel}~~die Hälfte~~ Doppelbürger.

6. Bilaterale Probleme

- Aus der restriktiven argentinischen Importpolitik erwachsen dem schweizerischen Export zunehmend schwierige Probleme. Einerseits schreibt Argentinien im Investitionsgütersektor Zahlungsbedingungen vor, die, wie im Schosse der Berner-Union beschlossen, von den ERG-Instituten der Industriestaaten nicht angenommen werden können.

- 4 -

- Compania Italo Argentina. Das Kapital dieser Gesellschaft befindet sich zu über 94 % in schweizerischem Streubesitz. Die Gesellschaft wird von argentinischen Regierungen seit Jahren mit wechselnder Schärfe attackiert bzw. in Schwierigkeiten gebracht (Tarife). In der zweiten Aera Peron wurde die "Argentinisierung" verkündet. Darüber sind jetzt noch Verhandlungen im Gange.
- Versicherungen. Durch das Gesetz 12988 von 1948 wird die Tätigkeit ausländischer Versicherungsgesellschaften in Argentinien stark eingeengt. Die Diskriminierung ergibt sich insbesondere aus einer Vorzugsstellung der argentinischen staatlichen Rückversicherungsgesellschaft INDER (höhere Gebühren, 30 % aller Geschäfte sind obligatorisch bei dieser Gesellschaft rückzuversichern); ferner bei Transportversicherungen im Importgeschäft und aus einem Obligatorium, das staatliche Institutionen verpflichtet, mit nationalen Gesellschaften abzuschliessen. Seit Jahren unterstützen wir die Bemühungen um eine Verbesserung der Lage. Ein Memorandum liegt bei.

7. Angaben zur Entwicklung in Argentinien

Politische Lage

- Sieg der "Frente Justicialista de Liberacion" (Peronisten) in den Wahlen vom 11. März 1973.
- Uebernahme der Präsidentschaft vorerst durch Hector Camporas, im Juni 1973 durch Peron, der am 1. Juli 1974 starb. Nachfolgerin: Frau Maria Estela Martinez de Peron.
- Umsturz am 24. März 1976 mit General Jorge Rafael Videla als neuem Präsidenten.

Wirtschaftsminister: Dr. José Alfredo Martinez de Hoz (Beilage). Unter den Staatssekretären ist namentlich Dr. Juan E. Aleman (Finanzen) zu erwähnen (Familie schweizerischer

- 5 -

Abstammung, verbunden mit dem "Argentinischen Tageblatt")

Zentralbankpräsident Dr. Diz, hier bekannt, da jahrelang in Genf als Finanzvertreter Argentiniens in offizieller Mission. Mitglied des Bankrates: Dr. F. Soldati, jun. (Sohn des Präsidenten der CIAE).

Wirtschaftliche Lage

Die zweite Aera Peron war wirtschaftlich gekennzeichnet u.a. durch überdimensionierte Lohnerhöhungen, eine unkontrollierte innere Geldschöpfung, eine enorme Teuerung (Ende März 1975 bis Ende März 1976 um 566 %) und eine starke Zunahme der Aussen-schuld (ca. 9 Mrd \$ Ende Januar 1976, mit schlechter Struktur) sowie eine hohe Entwertung des äusseren Wertes der argentinischen Währung (um etwa das fünfzehnfache). Zudem war eine zunehmend nationalistische Tendenz unverkennbar; neben "Argentinisierungsplänen" für gewisse ausländische Investitionen fand sie ihren Niederschlag vor allem in einem restriktiven Gesetz über Auslandsinvestitionen.

Wirtschaftsminister de Hoz verkündete anfangs April 1976 ein mit marktwirtschaftlichem Denken verhaftetes Programm, das vorerst eine Normalisierung und sodann eine Konjunkturbelebung vorsieht (Verringerung des Budgetdefizits, Tariferhöhungen der öffentlichen Betriebe, Aufhebung der Preiskontrolle, Reprivatisierung nationalisierter Betriebe, Ankurbelung der Produktion, Restrukturierung der Aussen-schuld, Verbesserung des Klimas für ausländische Investitionen, usw.).

Das Programm wurde international gut aufgenommen. Zur Zeit ist es jedoch noch zu früh, um grosse praktische Erfolge fest-

- 6 -

stellen zu können. Nach einem kürzlichen Bericht der Botschaft in Buenos Aires hat sich der Anstieg der Lebenshaltungskosten jedoch bereits deutlich verlangsamt und sind Anzeichen für eine geordnete Haushaltspolitik unverkennbar. Mit der Lockerung der Einfuhrrestriktionen, bei gleichzeitiger Festsetzung realistischer Wechselkurse (Endziel: freier Devisenmarkt), wurde begonnen.

Juli 1976 / Gre/sp

Curriculum vitae de
M. José Alfredo Martinez de Hoz
Ministre de l'économie

- Né le 13 août 1925 à Buenos Aires;
- 1950: Termine ses études de droit à l'Université de Buenos Aires avec médaille d'or; obtient par la suite le doctorat en droit et sciences sociales;
- Carrière dans l'enseignement universitaire (professeur de droit agraire dans différentes universités), carrière publique et privée;
- 1956: Ministre de l'économie, des finances et des travaux publics de la province de Salta, lors de son "intervention";
- 1957: Président de la Commission nationale des grains ("Junta Nacional de granos");
- 1958: Membre de la délégation économique à Washington;
- 1962: Secrétaire d'Etat à l'agriculture;
- 1963: Ministre de l'économie (durant la présidence de José Maria Guido);
- Actuellement président de l'entreprise "ACINDAR - Industria de Aceros S.A." (industrie de l'acier), a également été président du Conseil interaméricain du commerce et de la production ainsi que du Conseil des entrepreneurs argentins;
- 29 mars 1976: Ministre de l'économie.

Embargo : 9.7.1976, 15.00 h.

Annexe 8

COMMUNIQUE DE PRESSE

Visite du Ministre argentin de l'économie

Après une visite aux USA et au Canada, le Ministre argentin de l'économie, M. José Alfredo Martinez de Hoz est arrivé mercredi 7 juillet en Europe afin de prendre contact, dans diverses capitales, avec les milieux gouvernementaux et de l'économie.

Accompagné de hautes personnalités argentines, il a commencé son voyage européen à Zurich où il a eu des échanges de vues avec des banques.

A Berne, après des entretiens à la Division du commerce sur la situation économique de l'Argentine et les relations commerciales entre les deux pays, il a été reçu par le Conseiller fédéral Ernst Brugger, Chef du Département fédéral de l'économie publique, pour une visite de courtoisie.

Le Ministre Martinez de Hoz quitte la Suisse vendredi soir pour Paris.

Département fédéral
de l'économie publique

Service de l'information

P.S. L'an passé les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Argentine ont atteint 213 millions de francs à l'exportation de Suisse et 71 millions à l'importation.

Sperrfrist : 9.7.1976, 15⁰⁰

Annexe 8

PRESSEMITTEILUNG

Besuch des argentinischen Wirtschaftsministers

Der argentinische Wirtschaftsminister, José Alfredo Martínez de Hoz, ist nach seinem Besuch in den USA und Kanada am Mittwoch, den 7. Juli in Europa eingetroffen, um in verschiedenen Hauptstädten mit Regierungs- und Wirtschaftskreisen Kontakt aufzunehmen.

Er hat, begleitet von hohen argentinischen Persönlichkeiten, seine Europa-Reise in Zürich begonnen, wo er einen Meinungsaustausch mit den Banken pflegte.

In Bern führte er auf der Handelsabteilung Gespräche über die Wirtschaftslage Argentiniens und die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern. Anschliessend wurde er von Bundesrat Ernst Brugger, Vorsteher des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartementes, zu einem Höflichkeitsbesuch empfangen.

Minister Martínez de Hoz verlässt die Schweiz am Freitag abend, um sich nach Paris zu begeben.

Eidg. Volkswirtschaftsdepartement

Information

P.S. Der Handelsverkehr zwischen der Schweiz und Argentinien hat im vergangenen Jahr 213 Millionen Franken bei der Ausfuhr und 71 Millionen bei der Einfuhr erreicht.